



Royaume-Uni : Unification ou régression ?

- **Jacques Freyssinet**
Chercheur associé, Ires

Les Entretiens de l'Ires
Paris, 19 mars 2019

Deux mouvements imbriqués :

- 1. La création d'*Universal Credit* pour unifier les minima sociaux**
- 2. La mise en œuvre dans le budget social d'un programme global d'économies budgétaires**





1 La création d'*Universal Credit* pour unifier les minima sociaux

La création d'*Universal Credit* (2012) : fusion de six minima sociaux

■ Population générale

- Housing benefit (Allocation logement pour familles à bas revenus)

■ Personnes hors travail (*Out-of-Work Benefits*)

- Jobseekers' Allowance (Assistance chômage)
- Employment and Support Allowance (« Allocation de travail et de soutien » - incapacité de travail)
- Income Support (« Aide au revenu » - autres dispensés de recherche d'emploi)

■ Personnes au travail (*In-Work Benefits*)

- Working Tax Credit (Crédit d'impôt pour emplois à bas salaires avec > 16 h hebdo)
- Child Tax Credit (Crédit d'impôt pour enfants scolarisés de ménages à bas revenus)

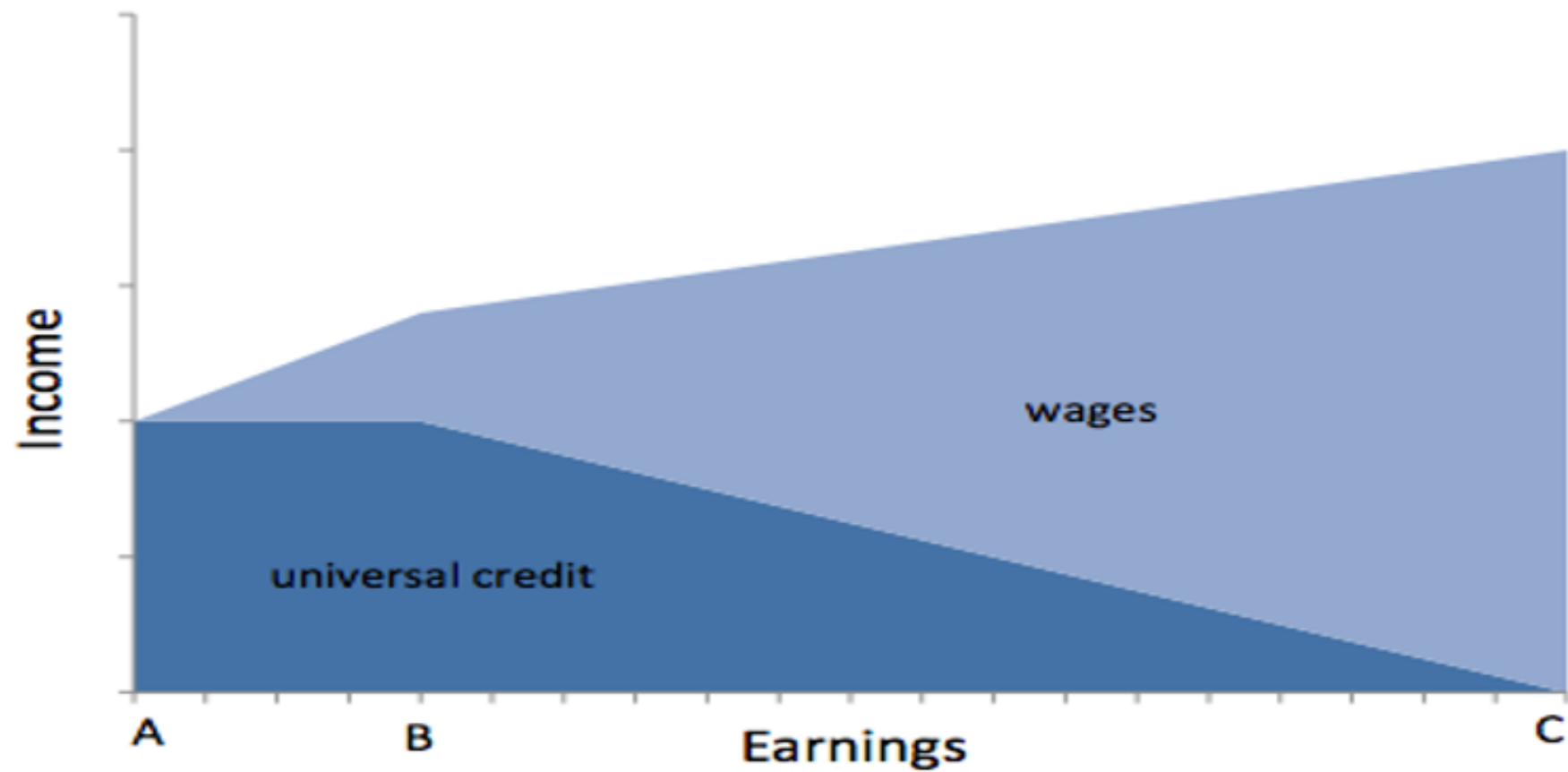


2 arguments essentiels (+1)

- **Lutter contre la désincitation au travail (ou piège de l'inactivité)**
 - allocations sous conditions de ressource
 - d'où un intérêt minime (voire nul) à la reprise du travail ou à l'accroissement de la durée du travail
- **Lutter contre le non recours**
 - conséquence de la multiplicité des dispositifs, de la complexité des règles, de la lourdeur des démarches et de l'incertitude où sont les individus quant à leurs droits
- **+ Economies de gestion**
 - engendrées par la simplification et par les gains budgétaires liés à l'accroissement de l'offre de travail, ainsi qu'à l'accroissement d'efficacité de la lutte contre la fraude



Figure 1 : Universal credit



3 problèmes principaux :

■ **Le calendrier de généralisation**

- Initialement, prévue pour 2017
- Reports successifs, aujourd'hui : décembre 2023

■ **Le délai avant le premier paiement**

- Initialement, minimum 6 semaines, ramené à 5 semaines
- Conséquences : explosion des demandes de bons alimentaires et d'impayés de logement

■ **Complexité de l'application en ligne**

- Obstacle pour de nombreux demandeurs
- (+ L'impact de la politique budgétaire)

* *Labour Research (mars 2019) : « Universal Credit, Universal catastrophe »*





France : Stratégie nationale de prévention et de lutte contre la pauvreté

(13 septembre 2018)

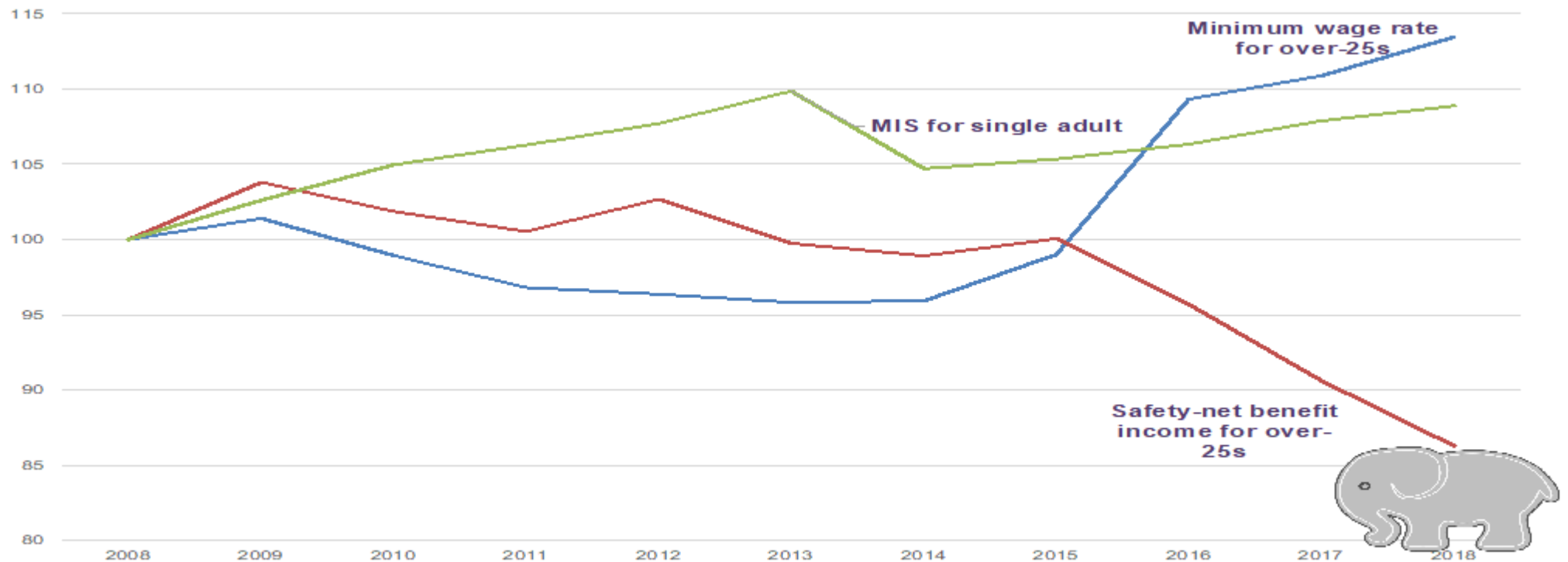
Création en 2020, après concertations et expérimentations, d'un « revenu universel d'activité » qui naîtra de « la fusion du plus grand nombre possible de prestations » dans le cadre de « contrats d'engagement et de responsabilité réciproques », c'est-à-dire selon une logique de droits et devoirs.



2 Un programme d'économies budgétaires (2010)



Change in MIS, minimum wage & benefits, inflation-adjusted, UK, 2008-18 (2008=100)



Simulation de l'impact de la généralisation de l'*Universal Credit*

■ Sur 19,7 millions de ménages PAA,

- 3,2 millions perdants
- 2,2 millions gagnants

■ Principaux perdants :

- Parents isolés en emploi (92 % de femmes)

■ L'incitation financière à l'emploi n'est forte que pour la prise d'un temps partiel court dans un ménage sans emploi



Gilbert Cette (président du groupe d'experts pour le SMIC) :
« Les buts incompatibles de la réforme des minima sociaux »
(Le Monde, 6 septembre 2018)

■ **Trois objectifs affichés :**

- La simplification pour l'efficacité
- La maîtrise sinon la baisse de la dépense publique
- La minimisation du nombre des perdants

■ **Deux objectifs peuvent être atteints, mais pas les trois simultanément :**

« Le troisième objectif, la minimisation du nombre des perdants, ne pourra donc pas être atteint. Il faut l'assumer sans chercher à le cacher ».

